Le vrai visage du Qatar

ÉDITO

PAULINE HOFMANN

Le Qatar devrait prendre exemple sur Spiderman

Même les Qataris ne le nient pas : les travailleurs migrants subissent des abus dans l'émirat. Ces centaines de milliers d'Indiens, de Népalais ou d'Ougandais sont la force vive d'une péninsule grande comme la Flandre et qui s'est transformée à la faveur de l'organisation du Mondial 2022. Si certains gagnent correctement leur vie, se sont construit un quotidien de petite classe moyenne, ils sont encore bien trop nombreux à subir des conditions de travail et de vie scandaleuses.

Le Qatar, pour eux, est une échappatoire à une vie sans avenir, sans moyen de subsistance, dans leurs pays d'origine, où la pauvreté frappe durement. Des millions d'entre eux ont quitté leur vie, leur famille, pour un temps seulement, travaillant dans l'un des Etats les plus riches de la planète. L'émirat a besoin de ces millions d'étrangers venus accroître sa population à la vitesse grand V. Cet afflux massif, organisé par les autorités, aurait dérouté n'importe quel pays au monde. Il n'y a qu'à voir le sort des immigrés et des enfants d'immigrés d'une Europe (et d'une Belgique) qui peine à leur offrir l'égalité des chances.

Au bout de la chaîne, c'est le rôle du Qatar de faire respecter un cadre de travail digne, de lutter à tout prix contre les innommables atteintes aux droits humains

Mais le Qatar l'a choisi et il a donc une responsabilité morale comme légale à l'égard de ces ouvriers pauvres et vulnérables. D'autant qu'il ne manque pas de moyens financiers. Pendant des années, les ONG de défense des droits humains ont alerté sur les salaires non payés, les conditions de vie désastreuses, les conditions de travail guère meilleures (jusqu'à la mort parfois). Et pendant des années, le Qatar a fermé les yeux, espérant que les critiques disparaîtraient, une polémique chassant l'autre. Mais Amnesty international et Human Rights Watch ont persévéré. Les syndicats internationaux (dont les belges) ont déposé des plaintes. Et le Qatar a dû se rendre à l'évidence : il allait devoir se réformer.

N'en déplaise aux défenseurs les plus acharnés de l'émirat, le Qatar n'aurait pas lancé ces réformes (insuffisantes) tout seul, sans la pression internationale, et il tarde à les mettre en application. Volontairement ou non, c'est toute la question. Mais n'en déplaise à ses contempteurs les plus virulents, le Qatar, qui partait de très loin, s'est sans conteste amélioré. Dans cette classe de cancres que sont les pays du Golfe, il est le moins mauvais élève. Aujourd'hui, les éléments les plus problématiques de la *kafala*, ce système de tutelle économique, sont illégaux, au grand dam de la frange la plus dure du patronat qatari qui voit dans ces réformes un aveu de faiblesse face à un Occident moralisateur. En 2022, douze ans après l'attribution du Mondial, les abus persistent. Et aucun des travailleurs migrants rencontrés par *Le Soir* dans l'émirat n'est à 100 % dans les clous de la loi. Alors oui, certains jouent avec le système pour améliorer leur situation et s'en satisfont. Mais d'autres subissent encore des abus outrageux. Certaines histoires donnent la nausée, comme celles de travailleuses domestiques à qui l'on nie la moindre parcelle d'humanité, obligées de se prostituer pour obtenir de quoi manger.

Les travailleurs migrants sont, partout dans le monde, vulnérables. Et le Qatar s'estime victime d'un éternel « deux poids, deux mesures », sur fond de racisme. Pourquoi accable-t-on de reproches un gouvernement qui n'est pas responsable du comportement de patrons véreux ? Au lieu de s'indigner de reproches justifiés, les autorités du Qatar feraient bien de s'approprier la ligne de conduite de Spiderman : « Avec un grand pouvoir viennent de grandes responsabilités. » Au bout de la chaîne, c'est le rôle du Qatar de faire respecter un cadre de travail digne, de lutter à tout prix contre les innommables atteintes aux droits humains qui ont toujours cours dans la péninsule. Et continuent à coûter la vie de travailleurs.

LA LIBERTÉ D'EXPRESSION

Au Qatar, si tu parles, tu pars

Sous l'attention constante de la planète foot, l'émirat essaie de maîtriser son image. Sa population étrangère, immensément majoritaire, sait que sa place dans le riche pays du Golfe ne tient qu'à une chose : son silence.

REPORTAGE

PAULINE HOFMANN
ENVOYÉE SPÉCIALE À DOHA

« Je vous ai dit tout ce que je pouvais. » Avec ce regard entendu, ce cadre d'une grande société sportive qatarie résume l'ambiance dans l'émirat, qui va accueillir le Mondial de football à partir du 20 novembre. Il nous a dit tout ce qu'il peut. Pas tout ce qu'il sait. Car ici, la discrétion est une règle d'or et le silence s'achète à coups de gazodollars.

« Tout le monde est là pour une chose : l'argent », continue cet Européen. Que l'on soit travailleur philippin sur des chantiers ou cadre dans le luxe des grands hôtels de Doha, le Golfe résonne comme un compte bancaire rempli. Ces étrangers, riches ou pauvres, sont essentiels pour faire tourner l'économie de l'émirat gazier, y compris son administration et ses hôpitaux. Mais ils ne sont qu'invités dans ce pays qu'ils voient comme un Eldorado.

Sous le feu des projecteurs depuis l'attribution du Mondial il y a douze ans, le Qatar tente de maîtriser sa communication et les informations qui sortent du pays. Tous les ans, les 2,7 millions d'habitants étrangers doivent renouveler leur statut de résident auprès du ministère de l'Intérieur, réputé pour être tenu par les conservateurs. Et parler trop fort, c'est risquer sa place dans le pays. En 2021, Malcolm Bidali, un travailleur kényan, a passé quelques mois en prison avant d'être expulsé. Son tort : avoir documenté les conditions de travail des ouvriers pauvres sur le site de Migrant Rights. Son pseudo, Noah, n'a pas suffi à le protéger.

Prendre mille précautions

Pour atteindre les travailleurs migrants, souvent craintifs, il faut montrer patte blanche, prendre mille précautions, jurer l'anonymat le plus complet. Les rendez-vous se font dans la discrétion des appartements, dans les arrière-salles d'hôtels modestes…

Car quand elles parlent à la presse internationale, les sources des journalistes au Qatar prennent des risques et se disent surveillées. « Ils savent que nous sommes ici », raconte l'une d'elles. « Il n'y a pas de liberté d'expression dans ce pays. » Et les travailleurs migrants qui osent parler tentent de rester dans le cadre implicite imposé par les autorités. Pourtant, un dialogue existe entre elles et des représentants de travailleurs. « Le tact, dans l'audace, c'est de savoir jusqu'où aller trop loin », disait Jean Cocteau.

« Les gens peuvent débattre, avoir des opinions, mais il y a des espaces pour ça », raconte une influenceuse de la péninsule. Sous ses posts hashtagués #lifeinqatar ou #visitqatar, pas question de venir dénigrer l'émirat : « Les commentaires qui critiquent le pays ? Je les supprime. »

Alors, à Doha, faire parler est compliqué. Le mot « journaliste » fait tourner les talons avant même qu'on ait terminé de le prononcer. Et même sur des sujets inoffensifs, l'anonymat est de rigueur, les rendez-vous doivent être discrets. Reporters sans frontières place l'émirat 119e dans son classement de la liberté de la presse. Ses voisins saoudien et émirati végètent à la 166e et la 138e place. « Le Qatar a l'une des meilleures places de la région, car il n'y a, pour l'heure, pas de journaliste emprisonné », explique Jonathan Dagher, responsable du bureau Moyen-Orient de RSF. « Mais il y a des formes de pression imposées implicitement sur les journalistes. Ces derniers ne veulent pas nous dire quelles sont les difficultés qu'ils ont à travailler au Qatar… Cela veut dire beaucoup. »

En attendant, le Qatar se revendique un paradis libéral dans la région. L'émirat a aboli la censure à la fin des années 90. Et se plaît à répéter qu'il est ouvert à la presse, qu'aucun visa n'est nécessaire pour les journalistes. Pour preuve : les nombreux reportages de médias étrangers au Qatar. Mais dès qu'une caméra ou un appareil photo entrent dans la danse, les autorisations prennent du temps et sont limitées à un cadre très précis. « On voit des améliorations dans la formulation des accréditations pour le Mondial », salue RSF. « Mais les journalistes auront l'interdiction de filmer dans les zones privées et industrielles », où vivent de nombreux migrants.

« Je dois expliquer à mes étudiants qu'ils ne peuvent pas travailler sur les sujets qu'ils voudraient », déplore Craig LaMay, directeur du programme de journalisme et communication stratégique de l'Université Northwestern au Qatar. « C'est très frustrant. » En 2020, l'université avait annulé une conférence du groupe libanais Mashrou Leila, figure de proue de la lutte pour les droits des LGBTQI+, officiellement pour des « raisons de sécurité ». Roi des événements internationaux, le pays accueille de nombreuses conférences prestigieuses. Mais certains sujets sont tabous.

> Le Qatar se revendique un paradis libéral dans la région. L'émirat a aboli la censure à la fin des années 90. Et se plaît à répéter qu'il est ouvert à la presse

« Les autorités qataries détournent le système d'accréditation des journalistes pour leur interdire de travailler sur certains sujets », a dénoncé début octobre le secrétaire général de RSF, Christophe Deloire. « En obligeant les médias, au moment où ils demandent leur accréditation, à accepter de respecter un certain nombre de conditions, dont certaines sont vagues, ambiguës et sujettes à une interprétation arbitraire, le Qatar cherche clairement à décourager, voire à empêcher la presse étrangère de parler d'autre chose que de football. » Malgré de multiples tentatives, aucune des instances officielles n'a accepté de répondre à nos questions.

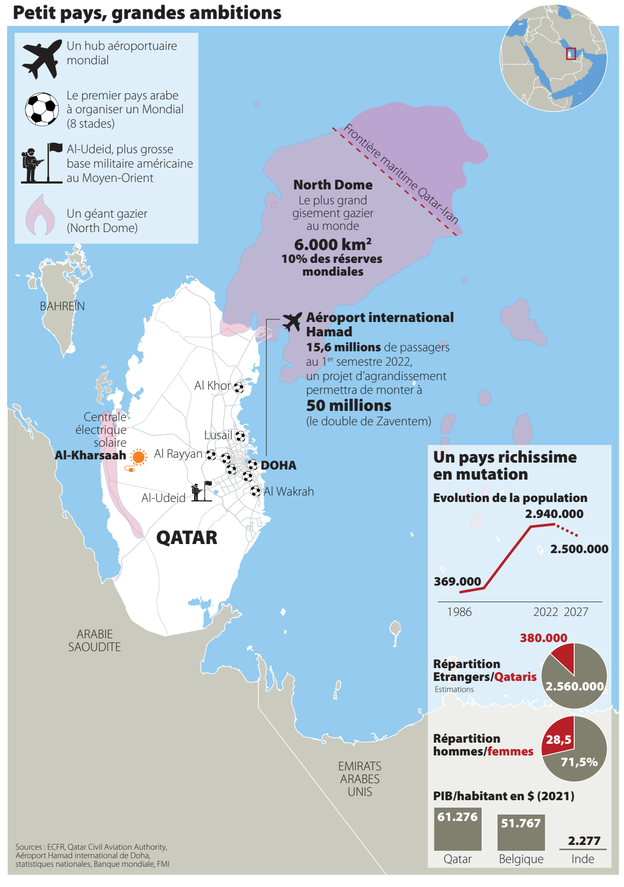
« C'est Big Brother, ici »

Le Qatar a pris ses dispositions. Au mois de juillet, à l'aube de la compétition, trois opposants qataris se sont retrouvés derrière les barreaux, selon le Centre du Golfe pour les droits humains. Déjà interdits de voyage depuis des années, Issa Mardi Juhaim al-Shammari, Abdullah ben Ahmed Bu Matar al-Mohannadi et Saoud ben Khalifa ben Ahmed al-Thani ont été interpellés et mis à l'isolement. L'un d'entre eux a été libéré en septembre. Abdullah al-Maliki, lui, a été condamné à la peine de mort par contumace. « Si je le voulais, je serais richissime. On m'a offert des millions pour que je me taise. Mais je ne veux pas de ça », explique l'opposant politique en exil lors d'une manifestation à Bruxelles. Selon le Centre du Golfe pour les droits humains, il a été condamné pour avoir « contesté publiquement l'exercice par l'émir de ses pouvoirs et s'être déshonoré », avoir « incité au renversement du régime en place » et « tenté de renverser le régime ». Si des nuances politiques existent entre les différentes grandes familles qataries, pas question de sortir du rang et de remettre en cause la toute-puissante famille al-Thani.

« C'est un petit monde, toutes les familles se connaissent », raconte une expatriée européenne qui gravite auprès de familles qataries. Le Qatar a la réputation d'être un Etat de surveillance. « C'est Big Brother, ici », continue-t-elle dans la discrétion d'un cabanon VIP d'une terrasse de Doha. « Des collègues se sont fait remercier après avoir trop fait la fête. Ils ont été convoqués, on leur a sorti leur "fichier" de carte d'identité. Car ici, à chaque fois que vous entrez dans un bar qui sert de l'alcool, il faut scanner sa carte d'identité. Ils savent tout. »

Ces derniers jours, des enquêtes de la Radio Télévision Suisse ainsi que du *Sunday Times* ont dévoilé que des dirigeants du football mondial ainsi que des journalistes avaient été espionnés par le Qatar. Des experts en cybersécurité, comme Bruce Schneier, ont dit leur inquiétude autour de l'application de lutte contre le covid Etheraz. Une application obligatoire, y compris pendant la Coupe du monde, pour tous les visiteurs du Qatar. Pour Tor Erling Bjorstad, du service de cybersécurité norvégien Mnemonic, ce type d'application n'est pas alarmant en soi. Mais « malgré cela, elle a évidemment la possibilité de collecter beaucoup de données sensibles, à un niveau qui serait problématique du point de vue de la vie privée. Le potentiel d'abus du suivi mobile est bien documenté. La question est donc de savoir si l'on peut faire confiance aux intentions, ainsi qu'aux pratiques, de ceux qui ont créé l'application et reçoivent des données. Pour les autorités qataries, je pense qu'un scepticisme sain est approprié. »

Pour les expats comme pour les travailleurs migrants, mieux vaut rester discret et ne pas se faire remarquer. © SERGI REBOREDO.



médias L'angle mort d'Al Jazeera

P. HN

C'est une ville dans la ville. Al Jazeera occupe un quartier entier à Doha, la capitale du Qatar. Créé en 1996 sous l'impulsion de Hamad ben Khalifa al-Thani (père de l'actuel émir), le mastodonte médiatique a révolutionné l'information dans le monde arabe, amenant une liberté d'expression rare dans la région. Un média « purement arabe, fait par les Arabes pour les Arabes », pointe le spécialiste du Moyen-Orient Jonathan Piron, à une époque où l'information panarabe se résumait à un désert.

La chaîne anglophone est reconnue pour la qualité de ses reportages et de ses enquêtes. L'arabophone, qui a perdu de sa superbe, a fait sa réputation grâce à son ouverture aux opinions contraires : elle allait jusqu'à inviter des Israéliens sur sa chaîne. Elle a aussi suscité les critiques, en frôlant les limites avec la diffusion de messages d'Al-Qaïda.

Mais aujourd'hui, alors que le Mondial va s'ouvrir au Qatar, l'angle mort d'Al Jazeera saute aux yeux. « Alors que celle-ci n'a guère de difficulté à être la salle de rédaction du monde arabe, le traitement de l'actualité au Qatar semble être plus timoré », souligne Jonathan Piron dans son ouvrage *Qatar, le pays des possédants*. « La question de l'indépendance d'Al Jazeera par rapport au pouvoir de l'émir est régulièrement posée. Traitant peu de l'actualité de son pays d'origine, au regard de la couverture des autres pays, la chaîne est accusée de partialité, voire de soumission aux ordres de son pouvoir subsidiant. »

Face à la multiplication des critiques contre le Qatar, la production arabophone d'Al Jazeera est hagiographique ou relaie la position défensive de l'émirat. Dans la foulée des reproches de villes françaises qui boycotteront le Mondial, Al Jazeera a notamment développé un sujet accablant le sombre passé colonial de la France. Sur Al Jazeera en anglais, les droits des travailleurs migrants ont été traités, insistant sur l'évolution qui a eu cours dans le pays.

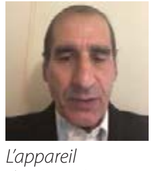
> Sans l'autorisation du Bureau de la communication du gouvernement, pas question de sortir une caméra dans la rue

« On ne peut pas faire de reportage ici », explique un journaliste de la chaîne arabophone sous couvert d'anonymat. Lui et ses collègues sont en fait soumis aux mêmes restrictions que les journalistes étrangers quand ils doivent filmer dans les rues de Doha. Sans l'autorisation du Bureau de la communication du gouvernement, pas question de sortir une caméra dans la rue. Que l'on soit un fleuron du *soft power* qatari ou non.

droits humains « Il est impossible de critiquer la famille Al-Thani »

ENTRETIEN

P. HN



L'appareil de sécurité de l'Etat a des pouvoirs absolus sur toutes les autorités, y compris le pouvoir judiciaire

Khalid Ibrahim dirige le Centre du Golfe pour les droits humains. Son organisation prend la défense de prisonniers politiques et d'opposants dans les pays du Golfe. Il dresse un bilan noir pour la liberté d'expression au Qatar.

Comment les autorités qataries ont-elles géré l'attention constante au cours des derniers mois ? Ont-elles été plus ouvertes à la critique et plus transparentes ? Ou ont-elles resserré la vis ?

La mentalité du pouvoir n'a pas changé du tout, et il s'agit sans aucun doute toujours d'une mentalité hostile aux droits de l'homme. Les véritables préoccupations de la communauté des droits de l'homme portent sur ce qui se passera après la fin de la Coupe du monde. Nous nous attendons à davantage de répression en l'absence de projecteurs et d'attention de la part de la communauté internationale, après des années de focalisation sur le Qatar en tant que pays organisateur de la Coupe du monde 2022.

Est-il possible de critiquer la famille Al-Thani, qui est au pouvoir au Qatar ?

Ce n'est pas possible du tout. En fait, comme cela a été documenté, ceux qui ont ouvertement réclamé leurs droits ont été emprisonnés, et c'est ce qui arrivera aux citoyens innocents qui réclament pacifiquement leurs droits : ils seront durement visés.

Y a-t-il une place pour la liberté d'expression dans le pays ?

Il n'y a pas de presse libre et indépendante, et il n'y a même pas un seul défenseur indépendant des droits de l'homme. Quant aux institutions de la société civile qui ont le devoir de documenter les violations des droits de l'homme, elles ne sont pas autorisées à exister et à travailler.

Des élections du Conseil de la Shura ont eu lieu l'année dernière. Est-ce un signe de liberté politique et d'ouverture vers plus de démocratie ?

Le Conseil de la Shura est un conseil fictif qui n'a aucun pouvoir réel et qui fait partie du processus de formation cosmétique mené par la famille au pouvoir. Les preuves en sont nombreuses. Les lois qui ont été liées à sa création et à son fonctionnement sont des lois discriminatoires dans tous les sens du terme, divisant les citoyens en trois catégories, et seule la première catégorie a le droit de se présenter au Conseil et de voter. Lorsque les citoyens sont sortis pour protester contre ces lois qui confisquent leur droit à la participation politique, ils ont été confrontés à une répression sans précédent de la part de l'appareil de sécurité de l'Etat. Les meneurs de la manifestation ont été emprisonnés et ont fait l'objet d'un simulacre de procès, à l'issue duquel ils ont été condamnés à la prison à vie.

Combien de prisonniers politiques y a-t-il dans le pays ?

Il y a des dizaines de prisonniers d'opinion qui croupissent dans les prisons, ce qui est un nombre important pour la taille d'un petit pays comme le Qatar. La politique du silence est claire, car l'appareil de sécurité de l'Etat a des pouvoirs absolus sur toutes les autorités, y compris le pouvoir judiciaire qui est devenu un outil entre ses mains, qu'il utilise contre qui il veut, citoyens et opposants.

Le Qatar est-il une société de surveillance, comme l'affirment ses opposants ?

Oui, c'est vrai. Internet est surveillé, et la surveillance est réelle. Les cyberactivistes sont soumis à une surveillance étroite de la part des autorités chargées de la sécurité, et nombre d'entre eux ont été emprisonnés en raison de ce qu'ils publiaient de leurs opinions pacifiques sur les réseaux de médias sociaux.

Comment « Le Soir » a été surveillé au Qatar

Pour travailler en toute indépendance sur la Coupe du monde 2022, *Le Soir* s'est tourné vers le soutien du Fonds pour le journalisme en Fédération Wallonie-Bruxelles. En dépit des pressions, il a ainsi été possible d'aller en reportage hors du cadre des voyages de presse organisés par le Qatar.

Le bureau de la communication du gouvernement doit donner son approbation pour toute visite dans un bâtiment officiel, une infrastructure sportive… *Le Soir* n'a obtenu aucune réponse aux multiples demandes de reportages et d'interviews. Aucun contact avec une instance officielle n'a pu être établi. *Le Soir* s'est rendu au Qatar en août puis en octobre, dans le but d'observer la réalité avant le verrouillage du pays ainsi qu'à quelques semaines du coup d'envoi de l'événement sportif. Sur place, d'autres types de pressions ont été exercées. Lors d'un rendez-vous avec des travailleurs migrants, dans un discret hôtel de la capitale, trois hommes, qataris, se sont présentés au *Soir* et à ses interlocuteurs, saluant de manière insistante. L'une des sources a indiqué connaître ces hommes, qui travaillaient selon elle pour les autorités du Qatar. Jusque-là, les personnes témoignaient de conditions de vie parfois odieuses. La conversation a ensuite pris un tour plus inoffensif. Déjà craintifs à l'idée de s'exprimer, ces travailleurs migrants se sont tus. Le rendez-vous a dû être abrégé. La journaliste du *Soir* est rentrée à son hôtel aux alentours de 21 h. Lors d'une de ses absences de sa chambre, des employés de l'établissement se sont affairés à « nettoyer le logement » à cette heure tardive. Une série de rendez-vous ont dû être annulés suite à cet épisode, visiblement destiné à faire pression. Travailler au Qatar a donc été compliqué, mais *Le Soir* a malgré tout pu rencontrer plusieurs voix critiques de l'émirat.

LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Pour les travailleurs migrants, « quitter le pays n'est pas une option »

La réputation du Qatar le précède. Des centaines de milliers de travailleurs migrants vivent dans l'émirat, parfois dans des conditions désastreuses, parfois victimes d'abus. Alors pourquoi continuent-ils à affluer dans la péninsule ? Et pourquoi restent-ils ?

REPORTAGE

PAULINE HOFMANN
ENVOYÉE SPÉCIALE AU QATAR

Antonio* doit déménager tous les trois mois. Pour sa sécurité. « Dix à vingt personnes viennent ici me demander de l'aide. Tous les jours. Certaines sont sans papiers. Ça peut me créer des problèmes. » Dans cet appartement partagé avec quatre autres personnes, ses colocataires ne supportent pas toujours le va-et-vient des ouvriers pauvres, en déshérence après des déboires avec leur employeur. Dans une pièce remplie à ras bord (chambre, salle à manger et salon à la fois), un chat se balade dans les recoins. Rien, de l'aménagement de la pièce au regard d'Antonio, ne traduit l'instabilité de sa situation. En ce moment, cet ouvrier de la construction paie 800 dollars tous les mois, avec son épouse, pour vivre dans un appartement sans charme du quartier de Najma, dans le sud de Doha.

En cette soirée d'août, la rue commerçante fourmille. Le reste de Doha, les quartiers aux gratte-ciel et hôtels de luxe, est vidé de ses expatriés et Qataris, qui fuient la touffeur estivale de la ville. Les travailleurs pauvres, eux, sont restés travailler dans un pays qui cavalait pour livrer la « plus belle » Coupe du monde de foot. Celle qui doit faire oublier les scandales.

Dix à vingt personnes viennent ici me demander de l'aide. Tous les jours. Certaines sont sans papiers. Ça peut me créer des problèmes
Antonio

Depuis près de dix ans, les rapports et les enquêtes s'enchaînent pour dénoncer les conditions de travail de cette main-d'œuvre pauvre, qui forme l'immense majorité des habitants de l'émirat. On estime qu'environ 90 % des habitants sont étrangers. Human Rights Watch, mais surtout Amnesty international, ont rapporté des situations dégradantes, que les opposants les plus virulents de l'émirat apparentent à de l'esclavage moderne. Les ONG ont dénoncé les salaires non payés (sans possibilité de recours), les confiscations de passeport, les interdictions de quitter le pays… A la veille du coup d'envoi du Mondial, les autorités qataries l'assurent : des réformes ont été menées depuis 2018 pour améliorer les conditions de travail. Mais leur application, de l'aveu de l'Organisation internationale du travail, une branche de l'ONU, reste décousue.

Mais alors, qu'en pensent les premiers concernés ? Pourquoi des centaines de milliers de travailleurs migrants ont-ils parcouru des milliers de kilomètres, depuis l'Asie du Sud et du Sud-Est ou l'Afrique centrale, jusqu'au Qatar, malgré la réputation de l'émirat ? Et, surtout, pourquoi les victimes d'abus y restent-elles malgré les conditions de travail parfois désastreuses, les abus des patrons, les logements qui ressemblent davantage à des clapiers insalubres qu'à des chambres et les difficultés à appeler les autorités à l'aide ?

Rapports et enquêtes s'enchaînent pour dénoncer les conditions de travail de la main-d'œuvre étrangère pauvre, qui forme l'immense majorité des habitants de l'émirat. © AFP

Des travailleurs « freelance »

« J'aimerais fonder une famille », raconte Antonio. Mais sa situation est trop instable. Juste avant le covid, il a contracté un prêt de 100.000 rials (27.500 euros) pour lancer son business. Son associé l'a lâché. Et il se retrouve à rembourser tout seul. Alors, en attendant, il bosse à nouveau sur les chantiers. Malgré sa déconvenue, Antonio se réjouit : ouvrir sa propre entreprise était inimaginable il y a quelques années.

Au Qatar, comme partout dans le monde, la pandémie a fragilisé les travailleurs les plus précaires. Ali, lui, a perdu son job dans l'industrie gazière. Adieu les 19.000 rials (5.200 euros) mensuels. Aujourd'hui, ce chauffeur de taxi gagne 6.000 rials (1.600 euros), dans les bons mois. Depuis bientôt vingt ans, il vit au Qatar avec sa femme, rencontrée ici, et ses trois enfants.

Comme tous les travailleurs migrants rencontrés par *Le Soir*, Ali est hors des clous de la loi. Mais contrairement à d'autres, lui l'a choisi. De nombreux ouvriers étrangers recourent au système des « visas libres », pour avoir davantage de liberté. Illégaux, les « visas libres » détournent la législation en vigueur au Qatar en « sous-traitant » le système de parrainage obligatoire. En somme, Ali achète à un Qatari le droit de travailler et vivre dans l'émirat : « Je lui paie 1.500 rials par an pour moi, et 1.200 rials pour chaque membre de ma famille », soit un mois de salaire au total. En échange, son « parrain » qatari s'engage à le laisser tranquille, à le laisser travailler pour qui il veut, comme un freelance. De leur côté, les autorités ferment les yeux.

Risquer l'expulsion

Avoir un « visa libre » permet donc de s'extirper de la mainmise d'un patron. Car les injustices sont encore nombreuses. « Mon employeur abuse de ma situation », explique Antonio. Il y a deux semaines, son boss lui a interdit de changer de travail. La pratique est interdite. « Même si tu connais tes droits, il est très difficile de communiquer avec l'administration », continue l'ouvrier philippin. Dans le meilleur des cas, les procédures contre un patron abusif durent 90 jours. Trois mois sans salaire. Inenvisageable. Pire : face à des employés qui revendiquent leurs droits, des patrons déposent des plaintes pour « fugue ». La pratique est courante et les travailleurs accusés risquent l'expulsion.

Face à ces abus, les autorités qataries pointent du doigt le secteur privé, des employeurs malhonnêtes. Dans l'Etat du Golfe, les Qataris ne sont d'ailleurs pas les patrons qui ont la pire réputation. Selon les travailleurs rencontrés, les expatriés égyptiens et libanais seraient les plus durs, mais des cas d'abus ont également été recensés de la part de patrons européens ou nord-américains. Les inspections du travail sont encore insuffisantes, selon l'OIT.

William ne devrait même pas être là

La sombre réputation du Qatar précède l'émirat en Inde, au Népal, au Bangladesh ou encore au Kenya, qui fournissent la majorité de la main-d'œuvre du Golfe. Malgré tout, ils sont des centaines de milliers à tenter leur chance, attirés par la perspective d'un salaire qui tombe tous les mois, parfois floués par des agences de recrutement et leurs promesses de rémunérations illusoires.

Avant même d'arriver, certains travailleurs s'endettent dans des frais de recrutement, illégaux, payés à des intermédiaires, parfois des membres de leur village, de leur famille. Pour mettre un terme à ce mécanisme migratoire mondial bien rodé, de grandes entreprises présentes au Qatar mènent des entretiens, des formations, avec leurs nouveaux employés pour repérer les agences véreuses à blacklister.

Mais certains passent au travers des mailles du filet. Dans les faubourgs de Doha, William reprend son souffle, adossé au poteau d'une cage de foot. Il ne devrait même pas être là. Le jeune homme, originaire d'Afrique de l'Est, a à peine 17 ans. « Dans mon village, il n'y avait aucun travail, aucun avenir », explique le jeune homme, qui a quitté son pays natal il y a un an déjà (faites le calcul…). Au Qatar, il bosse dans la construction, 13 heures par jour, six jours sur sept, sans vacances. Dans le camp de travailleurs où il vit, dans la zone industrielle de Doha, « il n'y a pas de filles », rit-il, encouragé par ses deux potes qui le rejoignent au bord du terrain.

Mon but est de montrer qu'il y a plus à faire ici que juste travailler. Nous avons un rôle à jouer. Et le pays a besoin de gens qui rêvent : ils travaillent mieux
Joseph

A regarder les photos envoyées par William, les filles devraient être le cadet de ses soucis : le sol de la cuisine est sale, les brûleurs hors d'âge, il partage sa chambre avec trois autres personnes, sans intimité, et la poussière s'accumule partout.

Devant les trois jeunes hommes, Joseph se lance dans une tirade de mentor. Le Qatar, c'est l'Eldorado. « C'est un peu comme le rêve américain », jure le trentenaire. « Mon but est de montrer aux autres qu'il y a plus à faire ici que juste travailler. Nous avons un rôle à jouer au Qatar. Et le pays a besoin de gens qui rêvent : ils travaillent mieux. » Venu d'Afrique centrale à peine majeur, il s'imagine un futur à la Steve Jobs dans l'émirat du Golfe. Joseph a un air assuré, un livre de développement personnel sous le bras (*How successful people think*, « Comment réfléchissent les personnes qui réussissent » en français). « Je suis un rêveur, mais pas encore un patron », lâche celui qui a visiblement travaillé ses mantras. Les trois garçons essuient la sueur qui leur coule du visage et écoutent Joseph. Mais ils se voient plutôt rester quelques années, le temps de remplir le portefeuille, de payer des études aux frères et sœurs, une maison aux parents…

La colère déborde

Rosemarie est visiblement apeurée, intimidée à l'idée de nous parler. Avec deux autres travailleuses domestiques, elle s'installe dans un discret café de Doha. Mais elle ne s'assied pas à la même table, regardant de loin les premières salutations. Elle finit par prendre son courage à deux mains et nous rejoint. Durant les dix premières minutes, cette « nounou » ne parle pas. Tout à coup, la parole se déverse et la colère déborde. « Il n'y a aucun changement pour les travailleuses domestiques ! » Elle déballe : la peur instillée par les patrons et patronnes, la solitude, la dépression, les pensées suicidaires…

Assise à côté de Rosemarie, Anita a tout connu : les employeurs abusifs, les mensonges sur le salaire, l'expulsion… Jusqu'à se satisfaire de sa situation actuelle. A rebours de son amie, cette femme revendicative, arrivée il y a des années, trouve que « sortir du Qatar est devenu un peu plus facile et on est mieux informées qu'avant. Ça avance à petits pas. C'est mieux mais ce n'est toujours pas bon. » L'Organisation internationale du travail, les syndicats internationaux comme les organisations de défense des droits de l'homme alertent sur la situation de ces femmes. Employées chez des familles riches, ces 175.000 « nounous » (selon des estimations) sont souvent coupées du monde extérieur, sans contact avec les autorités ni avec leur communauté.

« Pense à tes enfants »

« Certaines familles nous empêchent d'avoir un téléphone. Mais si vous n'avez pas de téléphone, vous ne pouvez pas avoir l'application covid », raconte Rosemarie. « Et donc vous ne pouvez pas prendre le métro, vous déplacer… Et donc pas fuir. » Alors, entre nounous, on se serre les coudes. « Quand d'autres femmes pleurent auprès de moi, me racontent leurs pensées suicidaires, je demande deux choses : "Est-ce qu'ils te nourrissent ? Et combien de temps dure ton contrat ? Pense à tes enfants" », continue Elisa, la troisième jeune femme.

Certaines familles empêchent leur nounou d'avoir un téléphone. Mais si vous n'avez pas de téléphone, vous ne pouvez pas avoir l'application covid. Et donc vous ne pouvez pas prendre le métro, vous déplacer… Et donc pas fuir
Rosemarie

Pour ces travailleuses peu qualifiées, c'est le futur de leurs rejetons qu'elles jouent en venant vivre ici. « Vous avez besoin de ce petit quelque chose », abonde Anita. « Vous êtes le gagne-pain de votre famille, de vos enfants. Rentrer n'est pas une option. » Elles sont nombreuses à avoir laissé leur famille derrière elle en quittant leur pays, espérant lui offrir un avenir en sacrifiant quelques années au Qatar. Alors « mords sur ta chique » est leur mantra. « Tant qu'elles sont nourries par la famille qui les emploie, je leur dis de tenir bon. Car d'autres ne le sont pas », continue Elisa. « Elles doivent acheter de la nourriture avec leur propre argent. Ou coucher avec le chauffeur de la famille, le seul qui peut sortir faire des courses pour elles… » Le silence se fait. « La vie ici n'est pas permanente. Il faut trouver du courage pour ne pas avoir l'impression d'être un échec pour soi et pour ses enfants. »

*Prénom d'emprunt

Qu'on ne revienne pas vers l'ancien système une fois le championnat fini !

FGTB « Nos premières visites étaient clandestines »

ENTRETIEN

P. HN

Les syndicats belges ont joué un rôle moteur dans la dénonciation des conditions de travail des ouvriers pauvres au Qatar. La FGTB et la CSC ont rencontré à de multiples reprises des travailleurs migrants en se rendant dans l'émirat. Gianni de Vlaminck (FGTB) faisait partie de ces syndicalistes internationaux à faire des allers-retours dans le Golfe.

Comment avez-vous fini par obtenir l'autorisation des autorités qataries de venir faire des visites de chantier ?

Au début, ce n'était pas officiel. En 2014-2015, nos premières visites avec l'Internationale du bois et de la construction, ainsi que quelques syndicats nationaux, étaient clandestines. Elles se déroulaient la nuit, car les gens travaillaient durant le jour. Les autorités n'étaient pas au courant. Evidemment, elles n'ont pas apprécié, mais c'était notre rôle de faire ça !

Par après, nous avons eu l'autorisation du *Supreme committee* (instance organisatrice du Mondial au Qatar, NDLR) afin d'avoir des contacts plus officiels, notamment avec des représentants communautaires (des travailleurs ayant un rôle de relais entre leur communauté, leur secteur, et les autorités, NDLR).

Jusqu'à aujourd'hui, les syndicats sont interdits, il n'y a aucun droit d'organisation salariale. Nous avons mis la pression sur la Fifa pour qu'ils essaient de régler cela.

Selon moi, cela reste une erreur de donner l'occasion à un pays comme le Qatar d'organiser cette compétition. On savait ce qui s'y passait.

Comment jugez-vous la situation actuelle des travailleurs de la construction ?

Cela reste problématique, même si on peut et on doit dire que ça s'est amélioré. Mais ça reste des gens en difficulté, d'abord parce qu'ils quittent leur pays, voyagent des milliers de kilomètres pour venir travailler. Auparavant, le travailleur était presque la propriété du patron. Un salaire minimum a été instauré, qui n'existe pas dans tous les pays du Golfe… Mais une demande des travailleurs, c'est qu'on ne revienne pas vers l'ancien système une fois le championnat fini. Dans la société qatarie, il y a des conservateurs et des progressistes. On doit être sûr que les conservateurs ne reagnent pas du terrain après la Coupe du monde.

Pensez-vous qu'il faut boycotter le Mondial ?

Le boycott, c'est trop tard. Il ne sert plus à rien quand tous les stades et les hôtels sont construits. Et je dois dire qu'il n'y avait pas beaucoup d'attention de la part des journalistes au début, quand cela pouvait servir de demander un boycott.

Le Qatar a accepté la mise en place de « comités conjoints » dans les entreprises, où sont représentés des travailleurs. Qu'en pensez-vous ? Est-ce une bonne alternative aux syndicats ?

Organiser une représentation syndicale au Qatar n'est pas facile. Ici, nous avons de l'expérience pour soutenir les travailleurs qui veulent s'organiser. Mais là-bas, c'est tout nouveau. Chaque avancée est une avancée, car on était face au vide. Les porte-parole des comités conjoints et les représentants communautaires peuvent s'exprimer devant les autorités, ils en ont la légitimité. Mais ils n'ont pas de protection légale contre un licenciement. Comme dans les autres pays du Golfe, il n'y a pas de reconnaissance de réel syndicat.

L'Internationale du bois et de la construction demande dès lors la mise en place d'un centre du travail migrant, qui serait un guichet pour les travailleurs, un environnement sûr et sécurisé pour s'exprimer sans craindre son patron ou une organisation abusive.

tutelle La kafala, c'est quoi ?

P. HN

Ce mot est au cœur des critiques contre le Qatar. Signifiant littéralement « parrainage », la kafala est un système de tutelle économique qui donne un pouvoir abusif au patron sur son employé. La kafala est souvent appliquée aux travailleurs et travailleuses domestiques au Liban, mais aussi, plus généralement, en Arabie saoudite, aux Emirats arabes unis et… au Qatar, donc. Ses détracteurs estiment qu'elle ouvre la porte à l'esclavage moderne, l'Organisation internationale du travail parle d'« exploitation » et de « travail forcé ».

« Dans le cadre du système de kafala, les travailleurs migrants dépendent de leur employeur pour presque tous les aspects de leur présence légale au Qatar », indiquait Amnesty International dans son rapport de 2019, *Que du travail, pas de paie*. « Son contrôle n'est pas confié au ministère du Travail, mais bien au ministère de l'Intérieur », souligne Jonathan Piron, chercheur spécialiste du Moyen-Orient, dans son ouvrage *Qatar, le pays des possédants*. Le système de la kafala n'est « pas dans une logique de protection, mais de contrôle ».

Seuls les aspects les plus problématiques de la kafala ont été réformés à partir de 2018

Dans l'émirat gazier, l'employeur a une série d'obligations légales à l'égard du travailleur : la prise en charge de son billet d'avion d'entrée et de sortie du pays, le renouvellement de son permis de séjour et de travail. Il doit lui fournir un logement, mais également de la nourriture (ou un complément de salaire pour subvenir à ces besoins). Les employeurs ont aussi des obligations sociales plus classiques, comme la prise en charge des frais médicaux et, si nécessaire, de rapatriement.

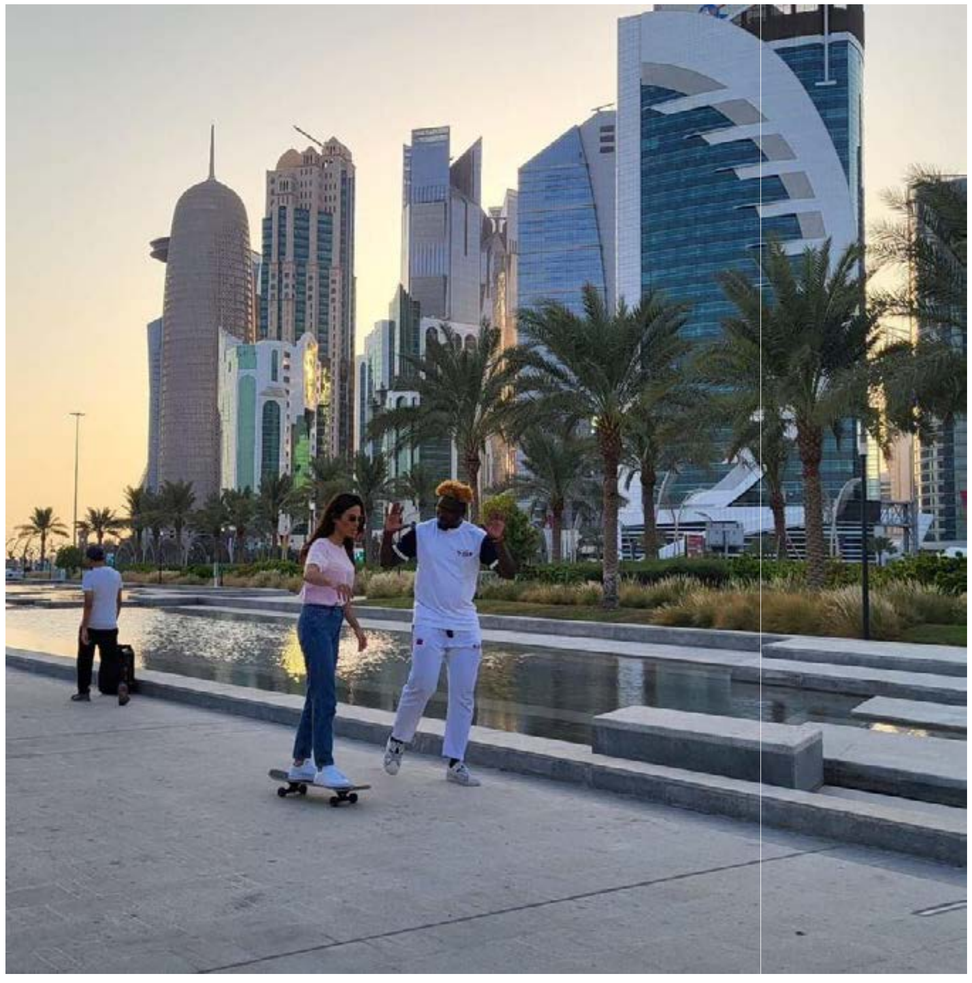
D'autres aspects de la kafala mettaient les travailleurs dans une position de vulnérabilité face à des patrons aux pratiques abusives. Pour pouvoir changer de job ou même quitter le pays, les employés devaient avoir le feu vert de leur ancien boss. « Avec un tel pouvoir accordé aux employeurs sur leurs travailleurs, l'exploitation et les abus du travail sont très répandus au Qatar », continuait le rapport d'Amnesty en 2019. « Lorsque les travailleurs sont confrontés à de graves problèmes tels que le non-paiement des salaires, les longues heures de travail, la confiscation des passeports ou les mauvaises conditions de vie, leur capacité à contester ou à échapper à leur situation est fortement limitée. »

Contrairement à ce qui est régulièrement avancé, la kafala n'a pas été supprimée dans l'Etat du Golfe. En revanche, le Qatar en a réformé les aspects les plus problématiques à partir de 2018. Selon un rapport de l'Organisation internationale du travail (OIT), une branche de l'ONU, 350.000 demandes de changement d'emploi ont été approuvés en deux ans. L'OIT ajoute cependant que « de nombreux travailleurs se heurtent encore à des obstacles lorsqu'ils quittent leur emploi ou en changent, notamment en raison des représailles de leurs employeurs ».

L'IDENTITÉ DU PAYS

Entre les boîtes de nuit et les gratte-ciel, les Qataris craignent de disparaître

Ultra-minoritaires dans leur propre pays, les Qataris sont tiraillés entre une libéralisation à vitesse grand V et leur envie de préserver leur identité bédouine.



On estime aujourd'hui que les Qataris sont au maximum 380.000, soit environ 10 % de la population. © PAULINE HOFMANN

REPORTAGE

PAULINE HOFMANN
ENVOYÉE SPÉCIALE À DOHA

Trois boîtes de nuit se partagent le dernier étage de cet hôtel du sud de la Corniche, à Doha. Sans compter les bars et clubs des autres étages. Au 1er, au 7e, au 14e, la fête est partout. Il suffit d'attendre patiemment dans l'ascenseur, entouré de fêtards parfois avinés, pour entendre le zouk taper aux tympans dès que s'ouvrent les portes. En ce jeudi soir, ça se bouscule, ça boit, ça titube et ça drague. Accoudées au bar, quelques femmes seules. Et courtement vêtues. La prostitution a pris ses quartiers dans les clubs de la capitale.

Ces derniers mois, le Qatar a été sans cesse questionné sur la consommation d'alcool durant la Coupe du monde. Les fans de football pourront-ils faire la fête, s'amuser (et, sous-entendu, être ivres) à Doha ? Les autorités s'en sont toujours sorties par des pirouettes, maintenant une certaine pudeur sur ce qui se passe dans les bars de la capitale. Car le Qatar craint que sa libéralisation fulgurante ne mène à la dilution de ses traditions et de son identité.

12 euros les frites, 20 euros la Duvel

Au Belgian Café, un haut-lieu de la vie nocturne expatriée, ça affiche des dictons en flamand au mur (« een pintje klinken, een pintje drinken, jongens wat een zaligheid »). Ça sert des croquettes au fromage, de la Leffe. Sauf que la portion de frites coûte 12 euros. Et 20 euros la Duvel.

Au bar, Ralph et son ami/collègue Nick viennent découvrir la *nightlife* de Doha, qu'ils connaissent peu. Les deux sont tout juste arrivés depuis les Emirats pour travailler sur les énormes projets gaziers qataris, en pleine crise énergétique mondiale. Aucun des deux n'apprécie franchement le Qatar (« Doha, c'est un peu le village nul dans lequel vous ne voulez pas habiter »), ennuyeux par rapport à Dubaï. Entre les tables, une jeune femme titube, escortée par un membre de la sécurité.

Le Belgian Café est aussi fréquenté par des Qataris, en « civil » (c'est-à-dire habillés à l'occidentale). C'est le paradoxe de Doha. Mais le Qatar tient à sauver les apparences, à maintenir l'image d'une société plus traditionnelle que Dubaï. En s'imposant sur la scène internationale, et avec l'arrivée des expatriés, le Qatar s'est entiché d'un mode de vie libéral et occidental.

« Le Qatar est à la croisée des chemins. (…) La croissance économique et démographique très rapide du Qatar a créé des tensions intenses entre l'ancien et le nouveau dans presque tous les aspects de la vie », admet le plan Vision 2030, compas politique du Qatar. Alors, « de solides valeurs islamiques et familiales constitueront notre boussole morale et éthique », jurent les autorités. « Malgré les rapides progrès économiques et sociaux, ainsi que les changements politiques, le Qatar a conservé ses valeurs culturelles et traditionnelles en tant que Nation arabe et islamique qui considère la famille comme le principal pilier de la société. (…) La préservation des traditions culturelles est un défi majeur auquel sont confrontées de nombreuses sociétés dans un monde qui se globalise rapidement et qui est de plus en plus interconnecté. »

La crainte de la disparition

« Pour nombre de citoyens, les avancées à marche forcée vers la modernisation du pays ont bousculé les repères », souligne Jonathan Piron dans son livre *Qatar, le pays des possédants*, qui parle d'une « marginalisation » des Qataris dans leur propre pays. En 25 ans, l'émirat est passé de 500.000 à près de 3 millions d'habitants. Les Qataris sont devenus ultra-minoritaires dans leur propre pays. Preuve de ce malaise existentiel, les statistiques officielles ne mentionnent pas le nombre d'étrangers dans le pays. Mais on estime aujourd'hui que les Qataris sont au maximum 380.000, soit environ 10 % de la population, un déséquilibre démographique inimaginable en Europe.

Cette arrivée massive d'étrangers a été le carburant d'un immense chantier de développement de la péninsule : nouvelles routes, nouvelle capitale, nouveaux quartiers, nouvel aéroport… Le Qatar a totalement changé de visage en une génération. « Quand je suis arrivé ici, Doha, c'était primitif », se souvient ce sexagénaire soudanais qui a fait toute sa vie (ou presque) dans l'émirat.

Aujourd'hui, la très colorée île artificielle de The Pearl et la ville nouvelle de Lusail, au nord de Doha, sont la vitrine de ce que la capitale est devenue en 20 ans : une mégapole mondiale qui n'a plus grand-chose de l'architecture traditionnelle du Moyen-Orient. « La ville de Doha fait l'objet d'une mutation radicale », soulignent Nabil Ennasri et Raphaël Le Magoariec dans leur livre *L'empire du Qatar, le nouveau maître du jeu ?* « Adepte d'un marketing urbain vendant l'idée d'une cité dynamique et attractive, le Qatar fait de sa capitale le siège d'une série de sommets, colloques, festivals et autres grands cycles de négociations. Doha aspire à rassembler toutes les caractéristiques d'une "cité globale". »

> *Des crispations existent entre les différents segments de la population. Les conservateurs et traditionalistes regardent d'un mauvais œil les politiques mises en place*
> **Jonathan Piron** auteur de « Qatar, le pays des possédants »

Une « ré-arabisation »

Et quelle autre langue globale que l'anglais pouvait s'imposer dans l'émirat ? L'arabe, très peu parlé, a laissé la place à un *broken english*, un anglais simplifié souvent teinté d'accents du sous-continent indien. Mais le Qatar se lance dans une « ré-arabisation », une « qatarisation » des emplois publics. « Je le vois dans les offres d'emploi dans les universités », note cette expatriée européenne. « L'arabe est devenu obligatoire pour obtenir un poste. Ça n'était pas le cas il y a quelques années. »

Dans une région du Golfe en profonde mutation, le Qatar ne jure que par l'authenticité, promeut ses traditions bédouines. « La folklorisation du patrimoine est renforcée à la fin des années 1990 », avec l'émir Hamad, père de l'actuel dirigeant qatari, souligne Jonathan Piron. Quelques grands chantiers de la capitale traduisent cette volonté de retour à la tradition, comme le musée des Arts islamiques, inspiré de l'architecture traditionnelle, ou encore le village culturel Katara, qui tire son nom de l'étymologie de « Qatar ».

« Des crispations existent entre les différents segments de la population », poursuit Jonathan Piron. « Les conservateurs et traditionalistes regardent d'un mauvais œil les politiques mises en place, que ce soient les chantiers titanesques bousculant le pays ou les législations s'écartant même quelque peu des principes religieux stricts. » A la télévision, des spots de pub rappellent comment respecter un habillement modeste, à rebours de l'effacement des règles sociales. Face aux jambes qui se dénudent, aux épaules qui s'affichent de plus en plus dans les rues de Doha, les Qataris se distinguent dans l'espace public en gardant l'habit traditionnel, la *thobe*, longue tunique blanche, ce qui « contribue à la fois à homogénéiser les nationaux et à les rassurer », analyse le spécialiste du Moyen-Orient.

« Cette promotion de l'authenticité s'est accompagnée, par endroits, de la montée d'un langage raciste et discriminatoire », rappelle le chercheur belge. Le Qatar préserve sa Nation en rendant quasi impossible toute naturalisation. Même nés dans le pays, les étrangers restent des étrangers toute leur vie.

tourisme Doha ne veut pas devenir un nouveau Dubaï

P. HN

Doha vit un paradoxe : l'aéroport Hamad International est l'un des plus gros hubs aériens du monde, un stop entre l'Europe et l'Asie. Mais peu de passagers passent ses portes pour visiter la capitale du Qatar.

A l'orée de la Coupe du monde, les autorités parient sur cet événement pour faire connaître leur pays. Nasser Al-Khater, CEO du Mondial 2022, disait son espoir, dans une interview à Sky News : « Des gens viendront ici pour la première fois et diront : "Je ne savais pas à quoi m'attendre." Et auront trouvé ça incroyable. » « Nous souhaitons que ces visiteurs apprennent les différences entre les cultures, qu'ils découvrent la culture du Qatar, et nous espérons qu'ils auront envie de revenir », disait il y a quelques semaines l'émir Tamim ben Hamad al-Thani dans une interview au *Point*.

« Quand je fais des visites, j'emmène plutôt les gens à Katara, dans les centres commerciaux, dans les cafés des grands hôtels », raconte Martha, guide touristique dans l'émirat. « La plupart des gens viennent un jour ou deux, pas davantage. » Visit Qatar, l'agence officielle, rêve d'un tourisme qui valorise l'identité qatarie et ses racines bédouines. Et s'inspire davantage du développement d'Abu Dhabi et son Louvre que de Dubaï et son ostentation.

Grâce aux musées construits par des architectes de renommée internationale, comme Jean Nouvel et le Musée national, ou le Musée d'Art islamique d'Ieoh Ming Pei, le Qatar veut se donner une image plus « classe », plus culturelle que Dubaï. Avec la transformation de la ville à la faveur du Mondial, la capitale qatarie se reconstruit une tradition qu'elle craint de perdre. « La politique culturelle (développée dans le programme Vision 2030, NDLR) veille non seulement à protéger l'authenticité du Qatar, mais aussi à rejoindre des objectifs économiques, comme le développement du tourisme », souligne Jonathan Piron dans son livre *Qatar, le pays des possédants*.

Le village culturel Katara, inauguré en 2020, est l'un des rares espaces piétons de la capitale, où l'on a l'impression de se retrouver dans une ville traditionnelle du Moyen-Orient. On se balade dans un dédale de ruelles propres, qui contrastent avec les grandes avenues du Doha tout-voiture, mais « l'artificialité du site ressort cependant vite, dans un aspect hétéroclite, voire "fourre-tout", peinant à renouveler les visites, voire simplement à attirer les touristes », juge le chercheur belge.

Car sur la carte du tourisme mondial, Doha peine à s'imposer. Elle est d'ailleurs souvent confondue avec sa sœur ennemie des Emirats, Dubaï et ses hôtels de luxe, ses restaurants hors de prix et ses influenceurs invités à coups de pétrodollars pour faire la pub de l'ostentation libérale. N'en déplaise à l'image que la capitale qatarie voudrait renvoyer, sur les toits des hôtels de Doha, les piscines sont autant de *spots* à selfies, les restaurants, instagrammables à souhait. Sur la Corniche, Salt Bae, l'un des plus gros influenceurs mondiaux, connu pour sa gestuelle en salant la viande (oui…), a ouvert son restaurant. Car Doha veut éviter les dérives de Dubaï. Mais ne peut s'en passer pour attirer une clientèle fortunée.

L'un des hauts-lieux du tourisme à Doha, le souq Waqif, a été totalement rénové. © GIUSEPPE CACACE/AFP

l'émir L'homme qui a voulu la Coupe du monde

Pour Tamim ben Hamad al-Thani, le sport prime sur beaucoup de choses. © EPA-EFE

PORTRAIT

BAUDOUIN LOOS

Il aura fallu attendre longtemps depuis qu'il a reçu le titre d'émir, neuf longues années, pour que cheikh Tamim ben Hamad al-Thani sorte de ses gonds. Cet homme connu pour son affabilité ne supporte plus le « Qatar-bashing », cette campagne de dénigrement que son pays qui va bientôt accueillir la Coupe du monde de football subit à travers le monde. Trop, c'est trop, estime-t-il. « C'est sans précédent », a-t-il clamé le 25 octobre dernier devant le Conseil législatif à Doha, « il y a des calomnies et du deux poids-deux mesures, atteignant un niveau d'acharnement qui a amené beaucoup de gens à s'interroger, malheureusement, sur les véritables raisons et motivations de cette campagne… » C'est que, pour Tamim al-Thani, cette Coupe du monde doit couronner plus de deux décennies et demie d'efforts gigantesques, commencés sous le règne de son père Hamad, pour faire du minuscule petit Qatar un pays que le monde entier connaîtrait.

Quand son géniteur, de santé précaire, lui céda la main au palais de Doha, le 25 juin 2013, Tamim n'avait que 33 ans. Mais il avait déjà derrière lui des années de préparation au trône. Et si son père avait choisi le sport pour faire briller les couleurs nationales, lui, Tamim, tennisman accompli et grand amateur de football, n'y était sûrement pas pour rien.

« Affable, confiant et malin »

La trajectoire de ce jeune homme de grande taille était toute tracée dès lors que son émir de père avait décidé au début des années 2000 de le faire passer devant ses trois grands frères dans l'ordre de succession. Sa mère, cheikha Moza, à qui l'on prête une grande influence sur son époux, avait sans doute joué un rôle dans ce choix. Son profil plaidait en sa faveur : formé comme son père à la célèbre Académie royale de Sandhurst, au Royaume-Uni, il développait précocement une personnalité à la fois forte et prudente qui lui avait permis d'établir de bonnes relations avec le puissant voisin saoudien.

Décrit par le *Financial Times* comme « affable, confiant et ouvert, mais aussi malin, calculateur et mesuré », celui qui se prépare à prendre les rênes de l'émirat en 2013 est aussi et surtout un pragmatique. Comme responsable national des sports, il n'hésite pas à donner de sa personne. Il participe ainsi avec le président français d'alors, Nicolas Sarkozy, et Michel Platini, président de l'UEFA, à ce fameux déjeuner à l'Elysée du 23 novembre 2010, neuf jours avant le vote à la Fifa pour l'attribution du pays hôte de la Coupe du monde 2022. Pour beaucoup d'observateurs, cette réunion a joué un rôle décisif en faveur de la désignation du Qatar…

Un blocus bien géré

Une fois au pouvoir, Tamim s'attachera à faire vivre les ambitions de son père. Mais il se heurtera vite à la même hostilité de la part de ses voisins saoudiens et émiratis, qui accusent depuis longtemps le Qatar de « complicité avec le terrorisme » et qui entreprennent en 2017 le siège de l'émirat. A vrai dire, pour les autres pétromonarchies du coin, la famille régnante a le tort de miser sur l'islam politique et surtout sur les Frères musulmans, qui, à l'époque, gagnent beaucoup trop d'élections en terre arabe à leurs yeux. Le blocus du Qatar durera quatre années, mais Tamim et les siens tiendront bon sans céder grand-chose aux voisins atrabilaires.

Ceux-ci ne pourront pas reprocher à Tamim son penchant pour le luxe, qu'ils partagent. L'émir du Qatar, l'un des hommes les plus riches du monde, ne regarde pas à la dépense. Rien qu'en France, il possède des propriétés valant des dizaines de millions d'euros et d'innombrables voitures de luxe, dont celle-ci, décrite par Mediapart : « Une Bugatti Veyron à 2 millions d'euros : assemblée à la main en Alsace, c'est la voiture la plus chère et la plus puissante du monde, avec 1.200 chevaux, 431 km/h en pointe et le 0 à 100 km/h en 2,5 secondes. »

La France, Tamim en est d'ailleurs friand. Outre ses propriétés, il y avait supervisé en 2011 l'achat du club Paris-Saint-Germain par une filiale du fonds souverain qatari. Il se chuchote que l'émir envoie par SMS ses commentaires en direct sur les prestations du PSG au Qatari Nasser al-Khelaifi, président du club… Tamim peut d'ailleurs communiquer en français : dès sa prime enfance, le futur émir a appris la langue, notamment… lors de séjours à Malmedy, dans la Wallonie profonde, d'où venait l'ex-décathlonien Freddy Herbrant, qui a dirigé le développement de l'athlétisme au Qatar entre 1977 et 2010. Pour Tamim, décidément, le sport prime sur beaucoup de choses.

LES VIES PARALLÈLES

Dans de nombreux centres commerciaux, l'entrée est réservée aux « familles » à certains moments de la semaine. © D.R.

Travailleurs migrants, expatriés, Qataris… chacun dans sa bulle

A Doha, chacun vit sa vie de son côté. Les travailleurs migrants, les expats et les Qataris n'ont que rarement l'occasion de se croiser. Seuls les centres commerciaux permettent aux habitants de se côtoyer…

REPORTAGE

PAULINE HOFMANN
ENVOYÉE SPÉCIALE À DOHA

Ce centre commercial est le top du luxe à Doha. Dina, Qatarie dont le voile coloré glisse des cheveux, est ici pour la première fois. A ses côtés, deux nounous asiatiques, dans l'informe uniforme bleu ciel, s'occupent de sa fillette dans l'environnement aseptisé du centre commercial Place Vendôme, dans la banlieue de Lusail. « J'ai dû mettre des chaussures fermées et laisser mes sandales à la maison », rit la jeune femme, avenante. Au Qatar, les centres commerciaux sont l'un des rares espaces où se croisent Qataris, expatriés et travailleurs migrants. Le reste du temps, ils mènent des vies en parallèle.

Des centaines de travailleurs migrants dans un centre commercial de luxe

A l'entrée, des voituriers s'affairent à garer les immenses SUV. Un service de porteurs de sacs est à disposition. Le « mall Vendôme », excroissance du luxe à la française, avait fait monter la sauce marketing pour faire de son ouverture un événement à l'échelle du Qatar. Au printemps, son inauguration avait suscité convoitises et curiosité, drainant aussi un public qui ne peut vraisemblablement rien se payer dans les boutiques Vuitton, Dior, Louboutin et Calvin Klein. Lors des congés de l'Aïd, des centaines de travailleurs migrants s'étaient précipités à Lusail pour faire du lèche-vitrines, s'extasier devant l'immense fontaine à taille de piscine. L'« incident » a fait le tour des réseaux sociaux.

« Je suis profondément inquiet en tant que citoyen qatari de l'entrée du nombre écrasant de travailleurs migrants le jour de l'Aïd dans les complexes commerciaux », partageait un internaute qatari sur Twitter. « Nous ne pouvons pas être sûrs de la sécurité de nos familles au milieu de ce grand nombre d'hommes célibataires qui sont relativement peu éduqués. » Résultat : pendant l'Aïd, le centre commercial a fermé ses portes à ces « célibataires », une litote locale pour désigner les jeunes travailleurs migrants.

Dans de nombreux centres commerciaux, l'entrée est réservée aux « familles » à certains moments de la semaine. Parfois les vendredis, seul jour de congé octroyé aux travailleurs migrants après des années de scandale international sur leurs conditions de travail.

Une vie solitaire

Pour arriver au très populaire centre commercial Villaggio, il faut passer par d'immenses parkings couverts, qui tentent de protéger les lourds SUV de quelques degrés. Entre la voiture et les portes du centre commercial, c'est le seul moment où les habitants de Doha subissent réellement les 40 °C et l'humidité étouffante de la baie de Doha. Les rencontres dans l'espace public sont réduites à portion congrue.

Attablée sur la « terrasse » du bistro Paul, sous le ciel artificiel peint au plafond du Villaggio, Maria Teresa, Brésilienne, raconte son désespoir : « C'est une vie solitaire, ici. Il n'y a rien à faire. Je reste à la maison avec mes chats. Mais je vis juste à côté d'ici, alors je viens manger tous les jours. » Cette quadragénaire, mère au foyer, explique que « ça fait 15 ans que je suis là, et on ne se mélange pas. Je n'ai pas un seul ami qatari », un « local » comme on dit dans le jargon anglais de la péninsule, maintenant une pudeur à prononcer le mot « qatari ».

Dans les allées du centre commercial Villaggio, les familles qataries en habit traditionnel comme les familles philippines poussent leurs caddies en direction du supermarché Carrefour, où tout le monde se retrouve. « Vous allez trouver ça étrange, mais je me suis fait plusieurs fois draguer par des Qataris dans les allées du supermarché », rit une expatriée européenne. Les contacts entre expatriés et qataris sont quasi nuls dans la vie de tous les jours. « Si un expat vous dit qu'il a des amis locaux, il se trompe. Vous pouvez en connaître, mais ils ne vous feront jamais entrer dans leur cercle restreint », continue la jeune femme.

A quelques pas des caisses enregistreuses, Shaim tente de maintenir ses trois enfants bavards en place. Elle a suivi son mari, américain, il y a quelques années. Pour s'occuper, elle donne quelques cours de peinture. « J'ai rencontré une femme qatarie. Elle était super amicale, contrairement à ce qu'on peut penser. Elle vit dans la même résidence que moi. » Face à cette révélation, son amie, qui patiente à côté, écarquille les yeux d'étonnement.

« Mécanismes de domination spatiale »

Car Qataris et expatriés ne vivent que rarement dans les mêmes quartiers. A Doha, les expatriés cadres de grandes entreprises se regroupent souvent dans des *compounds*, des quartiers fermés et surveillés par des gardes. Les entreprises s'occupent de fournir les appartements ou villas. Impossible d'y entrer sans montrer patte blanche. Dans le quartier de West Bay, centre d'affaires de Doha réservé aux expatriés, les seuls travailleurs migrants que l'on voit sont là pour… travailler. Sur les interminables chantiers d'hôtels trois étoiles qui poussent les uns après les autres, ou comme serveurs dans les cafés et restaurants du quartier. Mais quand le salaire minimum vaut 275 euros par mois, se payer un café à 4 euros ne fait pas partie des options.

Dans son ouvrage *Qatar, le pays des possédants*, l'expert du Moyen-Orient Jonathan Piron souligne les « mécanismes de domination, voire d'exclusion, aussi bien spatiale que mentale. Les ouvriers étrangers ne peuvent résider dans les environs des lieux qu'ils bâtissent ». Le ministère de la Municipalité et de l'Urbanisme a publié en 2015 des cartes qui pointent les quartiers où l'hébergement de travailleurs est interdit, nommés « zones d'habitation familiale ». Des descentes de police ont eu lieu pour vérifier le respect de l'interdiction d'héberger plus de cinq travailleurs dans un même lieu, souligne Jonathan Piron.

A l'ouest de Doha, la zone industrielle est réservée aux travailleurs les plus pauvres, ceux qui sont hébergés dans ces camps à la triste réputation. Les enquêtes et reportages se sont multipliés depuis une dizaine d'années pour y dénoncer les conditions de vie. Un travailleur migrant a ainsi transmis au *Soir* des images de son immeuble : des couloirs poussiéreux, des bâtiments sans climatisation, des cuisines sales et des dortoirs de quatre personnes sans intimité ni confort. La promiscuité a été poussée à son comble durant les confinements, durant les pics de covid.

« Le débat politique fondé sur le concept d'appartenance ou non à un groupe politique se transforme en un débat historique, voire ethnique, sur qui ou quel groupe fait ou ne fait pas partie de la société qatarie », pointe Jonathan Piron. « Le Langage politique a profité de ce moment de discrimination, voire d'exclusion, pour prospérer (…) via des pratiques quotidiennes de maintien dans les marques d'une population étrangère considérée comme simplement de passage et donc, finalement, pouvant être légitimement écartée politiquement, spatialement, voire mentalement. »

Pas de « petit Delhi »

Ailleurs dans la ville, difficile de trouver le « petit Delhi », « petit Katmandou » ou le « Little Nairobi ». Indiens, Népalais et Kényans vivent souvent dans les mêmes quartiers, se mélangent dans des immeubles ne dépassant pas deux à trois étages, loin des gratte-ciel de West Bay qu'ils ont contribué à construire. Mais ici aussi, malgré les restaurants et magasins qui ont pignon sur rue, le même sentiment de solitude pèse.

« Avec des amis, on a commencé à former une association il y a quelques années », raconte Mohammed*, originaire d'Afrique centrale, arrivé au Qatar il y a dix ans. « Les Indiens sont très présents au Qatar, ils montrent qu'ils sont là. Mais c'est moins le cas pour les Africains, on est plus éclatés entre les différentes nationalités. Ici, on retrouve deux nationalités, mais on aimerait bien s'ouvrir à d'autres pays », raconte Marina*, l'une des cadres de cette association, qui murmure qu'en dehors du travail (qu'elle aime beaucoup), la vie est un peu morose ici.

Comme toujours au Qatar, la discrétion est de mise quand il s'agit de se retrouver. En ce calme vendredi d'été, on passe devant un gardien aux yeux vaguement ouverts, pour monter dans les étages d'un immeuble de bureaux. Au détour d'un couloir, un groupe se rassemble au fur et à mesure. Prof de danse professionnel reconverti dans l'électronique depuis son arrivée dans l'émirat, Elijah* est à la barre du groupe de débutants qui reprennent les rudiments de danse. Ça se trémousse timidement, chaque nouvel arrivé préfère se caler à l'arrière. On se déhanche, en manquant parfois un peu de grâce. C'est toujours mieux que passer sa journée de congé devant la télé.

*Prénoms d'emprunt